

# Razzia des pays riches sur les terres arables

29/10/2009

**L'Afrique de l'Est, dans la ligne de mire de l'Inde et des pays arabes.**

En Afrique et en Asie, plus de 30 millions d'hectares sont désormais contrôlés et cultivés par des intérêts étrangers. Une catastrophe pour les paysans locaux.

Entrés dans une ère d'insécurité, les pays riches et leurs entreprises jouent actuellement des coudes pour acheter et louer des terres dans les régions fertiles des pays en développement et tout particulièrement en Afrique. Selon Olivier de Schutter, le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, quelque 30 millions d'hectares de terres (soit l'équivalent de la superficie des Philippines) ont ainsi fait l'objet de négociations intensives au cours des trois dernières années.

La Chine, la Corée du Sud et l'Arabie Saoudite apparaissent comme les fers de lance de ce mouvement, convoitant des terres notamment en république démocratique du Congo, au Soudan et en Tanzanie, mais aussi dans des pays asiatiques comme le Cambodge et les Philippines. *"Le mouvement s'accélère rapidement car tous les pays semblent réaliser subitement qu'à l'avenir les marchés internationaux seront moins fiables et moins stables. Ils cherchent donc à se prémunir soit en achetant des terres à l'étranger, soit en encourageant leurs investisseurs à le faire"*, explique Olivier de Schutter. Jacques Diouf, le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), voit dans ce phénomène un *"pacte néocolonial"*, et Duncan Green, porte-parole de l'ONG Oxfam, *"une version privatisée de la course à l'Afrique"*.

Pour les pays riches dont l'agriculture est peu développée, l'idée est tout simplement de sous-traiter la production et de la rapatrier chez eux. Le phénomène concerne surtout le riz, le maïs, le soja, la canne à sucre et les lentilles.

L'ampleur de certains accords a de quoi faire s'étrangler même les plus ardents colonialistes. Selon les données recueillies par l'International Food Policy Research Institute, une organisation américaine, l'Arabie Saoudite a déjà conclu toute une série de contrats. Et, en avril dernier, elle a approché la Tanzanie dans l'espoir de lui louer 500 000 hectares pour y cultiver du riz et du blé. Quant à la république du Congo, elle a proposé 10 millions d'hectares de terres agricoles aux agriculteurs sud-africains. Des sociétés agricoles indiennes, soutenues par leur gouvernement, prospectent dans une demi-douzaine de pays d'Afrique ; des sociétés d'investissement britanniques et américaines opèrent des tractations en Angola, au Mali, au Malawi, au Nigeria et au Soudan ; des entreprises chinoises négocient en république démocratique du Congo, en Tanzanie et en Zambie, tandis que la Corée du Sud a accaparé 690 000 hectares au Soudan. Ce pays est d'ailleurs une cible de choix : l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Qatar y sont tous en pourparlers.

## **Il faut impérativement protéger les droits des petits paysans**

Au Kenya, un investissement qatarien est très décrié par les militants des droits fonciers. Mais c'est de Madagascar que sont venus les premiers avertissements, qui indiquent que ces accords ne sont probablement pas bénéfiques pour tout le monde. Le projet du conglomérat sud-coréen Daewoo de cultiver du maïs sur 1,3 million d'hectares a rencontré une hostilité si grande qu'il a contribué au renversement du président Ravalomanana [en mars dernier]. Son successeur, Andry Rajoelina, s'est empressé de dénoncer l'accord.

Théoriquement, ces arrangements pourraient être gagnant-gagnant. Après tout, le nouveau propriétaire pourrait apporter capitaux et savoir-faire au pays en développement ; des emplois pourraient être créés dans des régions laissées pour compte ; les paysans pourraient avoir accès aux technologies modernes et améliorer leurs rendements. Mais les experts soulignent que ces contrats sont souvent opaques, rarement rendus publics et guère avantageux pour le pays vendeur. *“Les rares accords que nous avons pu consulter sont préoccupants : longs de trois ou quatre pages au maximum, ils comportent très peu de précisions sur les obligations des investisseurs étrangers, déplore Olivier de Schutter. Les investissements dans les infrastructures, la gestion durable des ressources naturelles, toutes ces questions sont laissées au bon vouloir de l'investisseur. C'est très inquiétant.”*

Cette foire d'empoigne représente une grave menace pour des régions du monde en difficulté chronique. Les paysans locaux risquent d'être expulsés si leur gouvernement se laisse tenter par l'argent facile procuré par la vente ou la location de terres. Priver les habitants de leur accès à des terres fertiles pourrait aggraver encore le problème de la faim. Et la compétition s'intensifiera autour de la plus rare des ressources : l'eau.

Olivier de Schutter propose un ensemble de principes et de mesures qui, s'il était respecté, pourrait rendre plus acceptable ce que l'on appelle parfois “l'accaparement des terres” ou “l'agriculture délocalisée”. Il faudrait notamment respecter les droits des agriculteurs à l'alimentation et au développement durable. Les accords devraient être négociés au niveau local et pas seulement national. Les contrats d'investissement devraient privilégier les besoins en développement des habitants, et une partie des récoltes devrait être vendue sur place.

Cependant, estiment certains, ces garde-fous ne suffiront pas : la boîte de Pandore est ouverte. Pour Lester Brown, le président de l'Earth Policy Institute, même si l'investisseur débarque armé d'impressionnantes technologies dernier cri, cela n'apportera pas grand-chose au petit paysan. *“Il s'agira pour l'essentiel de technologies destinées à l'exploitation agricole commerciale à grande échelle, très peu adaptées aux petites parcelles familiales qui existent dans la plupart des pays concernés, souligne-t-il. Je ne crois pas que ce modèle puisse vraiment déboucher sur un transfert de technologie. Chaque fois qu'un arpent est acquis dans un pays par des intérêts étrangers, c'est autant de terre en moins pour nourrir les habitants.”*

**Mark Rice-Oxley**

SOURCE [THE STRAITS TIMES](#) Singapour